

Entre Rm 13 et Ap 13 : Quel(s) rapport(s) à nos autorités ?

* Église catholique Courgenay

samedi 13 mars : **Romains 13, plaidoyer pour une soumission dérangeante**

dimanche 14 mars : **Apocalypse 13... Citoyen du Royaume, d'abord !**

Remarque. Le présent document comprend les 2 exposés donnés lors du Carrefour biblique des 13 et 14 mars 2021, à Courgenay. La forme orale a été préservée ; ce texte n'est pas destiné à publication, même partielle. Merci de votre compréhension.

Plan

Romains 13, plaidoyer pour une soumission dérangeante

Pour entrer dans le sujet...

> Vaste sujet !

I. Rm 13.1-7, « Soumettez-vous aux autorités... »

1. Délicate question...
2. Regards sur le texte
 - 2.1. L'argumentaire
 - 2.2. Deux affirmations centrales pour un devoir

II. Rm 13.1-7, une soumission dérangeante

1. Questions de contextes...
 - 2.1. Le cadre historique
 - 2.2. Rm 13.1-7 doit être lu dans le contexte de Rm 12.1–13.14
2. Une soumission qui peut coûter

Pistes conclusives

Apocalypse 13... Citoyen du Royaume, d'abord !

I. Ap 13.1-18, les autorités « bêtes »

1. Deux bêtes, les fondamentaux d'un pouvoir répressif
2. La portée du texte
 - 2.1. Les bêtes comme principe
 - 2.2. La dénonciation de la collusion entre le politique et le religieux

II. Citoyens **avant tout du Royaume !**

1. Notre allégeance
2. Pour être sel et lumière

Pistes conclusives. Autorités et citoyenneté du chrétien

[sam. soir]

Romains 13, plaidoyer pour une soumission dérangeante

Pour entrer dans le sujet...

🔗 « Entre Rm 13 et Ap 13 : Quel(s) rapport(s) à nos autorités ? » → Ce n'est pas le sujet le plus facile !

> Vaste sujet !

□ On aborde dans ces 2 exposés la question de la place et du rôle du chrétien et de l'Église dans la société, en rapport particulièrement avec les autorités de cette société. Dans l'histoire, les réponses chrétiennes ont été multiples... Et l'éventail n'est pas forcément moins large aujourd'hui.

> Entre les extrêmes,

.. d'une part, aucun rapport et défiance absolue, promotion de théories du complot diverses et variées, etc.,

.. et d'autre part, adhésion totale et forme(s) de soumission(s) plus ou moins inconditionnelle(s) aux autorités instituées par Dieu,

... il faut dire que l'éventail est large...

> Sans compter notre contexte actuel

.. entre crise sanitaire de la Covid-19 et les questions posées de confiance ou défiance vis-à-vis des mesures préconisées par nos autorités,

.. et les votations le WE passé sur l'interdiction de la burqa en Suisse avec à l'arrière-plan – pour certains au moins – la question de l'usage du politique pour défendre nos « valeurs chrétiennes » comme on l'entend parfois,

... rien n'est simple !

□ Il n'est évidemment pas possible d'aborder en si peu de temps tous les aspects d'un débat aussi vaste et complexe. Mon approche sera une approche globale. Je n'essayerai pas de dire ce qu'il serait juste de croire ou pas, ce à quoi il serait juste d'adhérer ou pas, dans telle et telle situation.

> Je partirai plutôt de textes bibliques, en essayant à chaque fois de les raccrocher à une thématique qui touche à notre rapport aux autorités

... Ce soir : Romains 13, plaidoyer pour une soumission dérangeante

... Demain matin : Apocalypse 13... Citoyen du Royaume, d'abord !

> Et je tenterai à partir de là de vous proposer des axes de réflexion, des pistes plutôt que des réponses toutes faites, pour nous aider à être, aujourd'hui, en tant que chrétiens, le plus cohérent possible dans nos rapports aux autorités civiles et politiques de nos pays.

□□ Mais pourquoi ces 2 textes, de Rm 13 et Ap 13 ? → Parce qu'ils sont particulièrement bien représentatifs de 2 « lignes » trouvées dans la Bible : une (avec Rm 13) jugée plutôt « favorable » aux autorités civiles et politiques, avec invitation à s'y soumettre ; l'autre (avec Ap 13) plutôt « critique » à leur égard, avec de sérieux avertissements adressés à leur rencontre... □□

> Autrement dit : il n'y a pas dans la Bible un regard unique sur la question des autorités... Pas uniquement un regard mauvais, pas non plus un regard uniquement positif – avec quand même certaines mises en garde ce qui apparaît être un danger potentiel réel : qu'une autorité usurpe son pouvoir...

-- Alors venons-en à Rm 13. --

I. Rm 13.1-7, « Soumettez-vous aux autorités... »

Rm 13.1-7 [TOB]

¹Que tout homme soit soumis aux autorités qui exercent le pouvoir, car il n'y a d'autorité que par Dieu et celles qui existent sont établies par lui. ²Ainsi, celui qui s'oppose à l'autorité se rebelle contre l'ordre voulu par Dieu, et les rebelles attireront la condamnation sur eux-mêmes. ³En effet, les magistrats ne sont pas à craindre quand on fait le bien, mais quand on fait le mal. Veux-tu ne pas avoir à craindre l'autorité ? Fais le bien et tu recevras ses éloges, ⁴car elle est au service de Dieu pour t'inciter au bien. Mais si tu fais le mal, alors crains. Car ce n'est pas en vain qu'elle porte le glaive : en punissant, elle est au service de Dieu pour manifester sa colère envers le malfaiteur. ⁵C'est pourquoi il est nécessaire de se soumettre, non seulement par crainte de la colère, mais encore par motif de conscience. ⁶C'est encore la raison pour laquelle vous payez des impôts : ceux qui les perçoivent sont chargés par Dieu de s'appliquer à cet office. ⁷Rendez à chacun ce qui lui est dû : l'impôt, les taxes, la crainte, le respect, à chacun ce que vous lui devez.

1. Délicate question...

☐ À ce texte, on a tout fait dire...

- On s'en est servi pour légitimer le recours, y compris pour les chrétiens, à la guerre, à la violence armée : si l'État est une institution divine, s'il est mandaté pour brandir l'épée, et que le chrétien doit s'y soumettre, ce dernier peut voire doit soutenir son pays quitte à participer à des actions meurtrières légales (peine capitale, guerre, etc.), lorsque de telles actions sont entreprises par ce pays dont il est le citoyen.
- Ou encore, Rm 13 a été utilisé par les pouvoirs politiques qui cherchaient à imposer aux consciences une soumission aveugle... (en Afrique du Sud, par ex., à l'époque de l'Apartheid, les pouvoirs répressifs favorables à cette forme de ségrégation raciale ont utilisé ce texte pour réprimer toute velléité de contestation)

☐ Du coup, face à ces abus aux conséquences parfois catastrophiques (pour les victimes, pour le témoignage), certains ont cherché, de diverses manières, à éliminer ou affaiblir le texte. Par ex. :

- Paul ne parlait pas d'autorités persécutrices ; en cas de persécution, Rm 13 ne s'applique pas...
- C'est-à-dire : l'attitude de soumission n'est demandée que lorsque l'État ne demande pas quelque chose contraire aux enseignements du Christ ; en cas contraire, la soumission n'est plus requise... (mais alors, quelle forme cette non-soumission peut-elle prendre ? → les réponses ont varié dans l'histoire et n'ont pas toujours été très à la gloire de Dieu)

-- Le débat n'est pas simple... Que dire ? --

2. Regards sur le texte

2.1. L'argumentaire

🔗 On a des paires qui se correspondent :

Les autorités (sont)	la soumission qui en découle (consiste à)
... établies par Dieu	... faire le bien
... l'ordre voulu par Dieu	... payer les impôts
... au service de Dieu (bien)	... rendre à chacun son dû
... elle porte le glaive (pouvoir judiciaire)	
... au service de Dieu (punition)	
... ceux qui perçoivent (impôts)	

□ L'autorité est qualifiée : l'autorité (« supérieure »), le magistrat (→ on parle bien des autorités politiques)

- . est . établie par Dieu
- . un ordre (voulu) de lui
- . dans un rôle . judiciaire (le glaive),
- . de fonctionnaire
- . qui reste vis-à-vis de Dieu une situation de serviteur

↳ même si établie par Dieu, pas question d'une autorité absolue qui pourrait se considérer au-dessus de tout ; elle reste au service de Dieu

□ La soumission, comme conséquence (cf. le double « c'est pourquoi »), est aussi qualifiée

- . est . une réponse (on a des impératifs, qui demandent une obéissance de notre part)
- . consistant à . faire le bien
- . payer les impôts
- . rendre à chacun son dû, de manière différenciée (impôt, taxe, crainte, honneur/respect)

↳ une réponse attendue / requise de la part du chrétien mais pas non plus de manière aveugle ni pour tout et n'importe quoi ; il y a aussi dans le texte l'idée d'un certain discernement quant à la forme que cette soumission/obéissance doit prendre...

-- Donc diverses affirmations quant au statut et au rôle des autorités, desquelles découle une exigence pour le chrétien... --

2.2. Deux affirmations centrales pour un devoir¹

Paul dans ce passage énonce en fait 2 affirmations fondamentales

- i) v. 1 : les pouvoirs (politiques, ce sont eux qu'il faut voir dans le texte) sont « établis » par Dieu, « institués » par lui, correspondent à un « ordre » voulu de lui
- ii) v. 4 : ces pouvoirs sont (litt.) « serviteurs de Dieu », pour toi, en vue du bien

dont découle, pour tous, un devoir : la soumission

Quelques commentaires ici sur cette notion de soumission

□ Le terme grec pour « soumission », *hupotassô*, revêt un double aspect :

- i) il désigne le fait d'accepter de s'insérer dans une structure, au sein de laquelle on n'est pas au sommet, ni même sur le même plan que d'autres, mais en dessous – donc quelque part l'idée d'accepter ce qui est un état de fait ;
- ii) il désigne aussi une soumission volontaire, consentie, et pas seulement l'acceptation d'une situation inévitable (c'est plus l'idée de se soumettre que d'être soumis par la force) .

> Il s'agit en effet de *se soumettre*,

... dans le NT, lorsqu'il est question des relations humaines, *hupotassô* est toujours employé au moyen, càd dans une forme réflexive « se soumettre » → il s'agit donc d'une soumission libre et volontaire ; il ne saurait en aucun cas être question d'une soumission que certains imposeraient à d'autres.

Note - Le verbe « soumettre » (*hupotassô* en grec)

... lorsqu'il est dans le NT employé dans un sens actif, c'est toujours Dieu le sujet : seul Dieu peut soumettre quelqu'un...

¹ Je m'inspire pour cette section de Bénétreau, Samuel, *L'Épître de Paul aux Romains*, Edifac, 1997.

□ La soumission demandée n'apparaît pas dans le texte liée à certains types de gouvernements (càd à ceux seulement qui n'imposeraient pas des choses contraires à la morale et à l'éthique chrétiennes, sous-entendu qu'en cas contraire on aurait le droit de ne plus se soumettre...)
 - Cf. v. 2 : celui qui s'oppose à l'autorité (pas précisé qu'il s'agirait seulement d'une *bonne* autorité), résiste à Dieu, et s'attirera une condamnation sur lui-même.

Remarque. Certains tentent d'expliquer l'attitude de Paul favorable aux autorités par le contexte historique dans lequel se trouvaient les chrétiens de Rome à l'époque à laquelle il a écrit.

- À l'époque de la rédaction de l'épître (~ 56-58), dit-on, Néron n'était pas encore le persécuteur qu'il sera quelques années plus tard car il bénéficiait encore de l'influence de Narcisse et Sénèque. La situation n'était donc pas trop difficile pour les chrétiens, et c'est ce qui aurait motivé Paul à écrire comme il l'a fait. Si les chrétiens de Rome avaient vécu sous la persécution, comme ce sera le cas plus tard en 64 avec le même Néron, et surtout en 90 avec Domitien, l'apôtre n'aurait sûrement pas appelé avec autant de vigueur à se soumettre à un État persécuteur. L'argument est bien sûr arrangeant... (il légitime le fait qu'en certaines circonstances, nous pourrions nous considérer dégagés de notre devoir de soumission)
 - Le problème est qu'il ne colle pas avec la perspective de 1 P 2.13-14 : le contexte est cette fois clairement celui de la persécution (1.6 ; 3.13-17 ; 4.12-14), et le même appel retentit... (cf. 2.13 : « à cause du Seigneur, soyez soumis à toute institution humaine »)

> L'appel à la soumission aux autorités demeure, donc quelle que soit la situation dans laquelle nous nous trouvons, quelle que soit aussi – semble-t-il – la nature de l'État en question. Cela veut-il dire que nous devons nous soumettre à un État même s'il nous demande, voire nous oblige à adopter des comportements allant à l'encontre de nos convictions chrétiennes ? On sera tous d'accord je pense pour dire que non.

-- Mais comment alors comprendre cette soumission qui nous est demandée ? --

II. Rm 13.1-7, une soumission dérangeante

> Si l'on veut bien comprendre cet ordre, on doit considérer le contexte dans lequel l'apôtre a rédigé son épître. Et on va voir que la soumission est loin d'être un chemin facile ou arrangeant, comme on le considère parfois (on se soumet même à ce qui nous dérange, car cela nous permet finalement de rester bien tranquilles – avec en plus une bonne conscience...)

1. Questions de contextes...

2.1. Le cadre historique, d'abord

□ Il est important de rappeler qu'il existe à l'époque, à Rome, plusieurs mouvements contestant la puissance de son Empire :

- certains libertins, méprisants vis-à-vis des autorités ;
 - mais aussi, surtout, des mouvements armés et ayant recours à la violence : les zélotes (cf. les guerres juives)

> On est donc dans un contexte où se pose, pour les chrétiens, eux-mêmes en situation de fragilité (antisémitisme qui touche aussi les chrétiens d'origine juive ; arbitraire croissant du régime impérial avec le culte de l'empereur, et les difficultés pour ceux qui s'y refusent, pertes d'avantages voire persécution, etc.), la question de savoir comment répondre de la bonne manière... Face à la tentation qu'on peut aisément imaginer de soulèvement ou d'insubordination, faire comme les autres, Paul exhorte ses lecteurs à se soumettre / rester soumis aux autorités en place...

-- Et son raisonnement s'inscrit dans une réflexion qui s'étale en fait de Rm 12.1 à Rm 13.14 (au moins, mais on se limitera à ces versets pour cet exposé). --

2.2. Rm 13.1-7 doit être lu dans le contexte de Rm 12.1–13.14²

□ C'est le 2^e élément fondamental : Rm 13.1-7 doit être lu dans le contexte de Rm 12.1–13.14. Or, que découvre-t-on dans ce contexte ? Plusieurs aspects... plutôt intéressants. Pour le dire en quelques mots → la tendance est au non-conformisme !

Les perspectives de Rm 12.1–13.14

□ 12.1-2 : un appel au non-conformisme

- Ne pas se conformer au monde présent, mais être transformés par le renouvellement de l'intelligence, pour discerner la volonté de Dieu (« ce qui est bon agréé et parfait »).
- Ceci, « à cause des compassions de Dieu », des compassions qui incluent entre autres l'ouverture imméritée de la grâce à tous, y compris les païens (cf. chap. 1–5).
- Et il est question d'offrir nos corps (càd ce qui fait de nous des êtres de contact et de relation, càd ça concerne notre vivre ensemble), comme un sacrifice (il peut y avoir un coût).

✚ Un non conformisme qui est appelé à se manifester dans différentes sphères de la vie des chrétiens ...

□ 12.3-8 : [non-conformisme] dans la communauté chrétienne

- Ne pas avoir de prétentions excessives.
- Reconnaître la diversité et la complémentarité des différentes parties du corps de Christ.
- Servir selon ses dons.

□ 12.9-21 : [non-conformisme] dans le cadre plus large des relations interpersonnelles

- L'amour, avoir le mal en horreur et s'attacher au bien.
- Y compris l'ennemi : bénir et non maudire ceux qui persécutent (les autorités ?), v. 14.
- Ne pas rendre le mal pour le mal, mais faire ce qui est bien devant tous, v. 17.
- Être en paix avec tous, autant que cela dépend de nous, v. 18.

v. 19-21, +++ :

- ne pas se faire justice par soi-même
- laisser agir la colère de Dieu qui fait justice (et donc compter sur cette justice plus que sur celle que nous sommes capables de rendre)
- le rôle du chrétien étant de donner à manger à l'ennemi s'il a faim, lui donner à boire s'il a soif (c'est-à-dire : pratiquer à son égard l'amour – le non-conformisme)

□ 13.1-7 : [non-conformisme (aussi !)] face aux autorités

- On ne peut pas déconnecter ces versets de ce qui précède : c'est-à-dire, l'interprétation de ces v. 1-7 doit *impérativement* tenir compte de cet appel à un amour qualifié par un service du prochain qui ne recule pas devant la souffrance.

> Autrement dit toute interprétation de Rm 13.1-7 qui permettrait au chrétien – quelle que soit sa situation – de se dédouaner de l'exigence de l'amour de l'ennemi, jusqu'au prix de sa vie, n'est pas en phase avec la logique de la section dans laquelle ce passage s'insère... Ce que confirme la suite.

□ 13.8-14 : l'appel à la pratique de l'amour

- Un amour qui n'est rien d'autre que l'expression du non-conformisme auquel l'apôtre nous a appelés (cf. 12.1-2, avec la dimension du sacrifice).
- Sachant que tout cela repose sur l'espérance de 13.11-14, dont on peut dire qu'elle motive et explique l'amour – et donc aussi la soumission – demandés.

² Voir pour cette section Yoder, John H., *Jésus et le politique. La radicalité éthique de la croix*, PBU, 1984, en particulier le chap. 13 « Romains 13 et la soumission aux autorités ».

> Dans cette logique, il devient évident qu'on ne peut plus faire dire ni légitimer n'importe quoi pour les chrétiens sur la base de Rm 13.1-7, sous prétexte de « soumission aux autorités ». Et pas non plus leur demander une forme de « soumission conformiste », puisque la logique du texte est en fait exactement inverse...

-- De quoi s'agit-il, plus particulièrement ? --

2. Une soumission qui peut coûter

□ On l'a rappelé au début de l'exposé, il y a dans le NT – à côté d'une ligne de textes qui exhorte à la soumission et au respect de l'ordre social voulu, institué, parce qu'indispensable, comme Rm 13 – une autre ligne de textes, qui constate cette fois et dénonce avec un grand réalisme les abus des puissants (parmi lesquels figurent les pouvoirs institués, lorsqu'ils usurpent leur pouvoir).

> Le NT n'hésite pas à condamner les oppresseurs, les puissants, les orgueilleux, dirigeants politiques, etc. Il n'est donc pas possible que la soumission qui nous est demandée (et dont on a vu qu'elle n'était pas négociable : l'appel demeure, quel que soit le type de pouvoir en place) soit une soumission aveugle.

□ Mais il y a une différence à faire entre soumission et obéissance... Je m'appuie ici sur un théologien mennonite, John Yoder, dans un livre qu'il a écrit, *Jésus et le politique*, chap. 13³. Son approche me semble particulièrement pertinente. Que dit-il ?

« Être subordonné ne veut pas dire obéir. L'objecteur de conscience qui refuse de faire son service militaire, mais qui accepte la sanction que lui inflige l'État, le chrétien qui refuse d'adorer César, mais qui accepte que celui-ci le mette à mort, tous deux désobéissent, mais tous deux restent soumis. » (Yoder, *Jésus et le politique*, p. 193)

> La soumission demandée n'est pas aveugle. Elle est soumission, mais *avec désobéissance si nécessaire pour rester fidèle à Jésus-Christ*.

- Cf. la réponse des apôtres au sanhédrin : « il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes » (Ac 5.29). Les apôtres n'ont pas obéi au sanhédrin, parce qu'une telle obéissance aurait été désobéissance à Jésus-Christ. Mais ils sont aussi restés soumis à leurs autorités dans le sens qu'ils ont accepté d'en subir les conséquences, sans se révolter.

> Une telle distinction entre soumission et obéissance est fondamentale, car il faut, parfois, réellement, désobéir ou dénoncer, lorsque la fidélité à Jésus est en jeu ou lorsqu'un État est inique. Mais nous ne sommes pas pour autant autorisés à entrer dans des logiques de révolte et de violence – même si la cause pourrait parfois sembler juste – car alors nous n'agirions plus selon l'exemple du Christ.

- La soumission, alors, prend la forme de l'acceptation de subir les conséquences de nos choix, sans entrer dans des logiques de révolte et de violence à l'encontre des autorités... La seule attitude possible, pour le chrétien, reste celle de la pratique du bien, jusqu'à l'amour de l'ennemi, fut-il persécuteur.

□ Ainsi,

Le NT, aussi réaliste qu'il soit sur les autorités usurpant leur pouvoir, n'incite pas à la rébellion violente. Il n'incite pas à la lutte armée ou à la guerre, même contre un gouvernement impie. Il n'incite pas à entreprendre des actions violentes ou à user de contrainte, même lorsque des vérités fondamentales de l'Évangile sont bafouées. Il n'incite pas à faire la guerre à un État musulman, même intégriste et terroriste. Il n'incite pas à commettre des attentats ou des actions violentes, même contre un gouvernement persécuteur.

³ Cf. note précédente.

... Mais cela ne veut pas dire qu'il ne nous appelle pas pour autant à désobéir à de tels gouvernements, à les dénoncer, à agir et réagir contre eux, par tous les moyens « légaux » possibles – « légaux » pour le disciple du Christ signifiant *conformes aux moyens qu'il a lui-même employés*... Ce qui pourra, selon les circonstances, avoir un prix : la tranquillité, la réputation, l'honneur, nos moyens, la vie, etc. Notre soumission sera dans l'acceptation de ces conséquences, sans réagir à cette violence des gouvernants (ou puissants en tout genre) par une violence qui serait contraire aux enseignements du Christ.

Remarque. Jésus n'a pas vécu autre chose... - Face à Pilate, qui était pourtant tout sauf un enfant de chœur, il a reconnu la légitimité de son autorité : « tu n'aurais sur moi aucun pouvoir, s'il ne t'avait été donné d'en-haut » (Jn 19.10-11). Il a accepté la sentence injuste, s'y est soumis : il a vécu la soumission, même par rapport à des autorités qui n'étaient pas justes, pas fidèles.

... Mais il n'a pas non plus toujours été obéissant : par ex. quand il a fait passer la pratique de l'amour du prochain avant l'observation stricte de la loi... Ce qui l'a amené à subir le rejet et la souffrance, qu'il a cependant acceptés sans se révolter.

>> Il s'agit donc, pour nous, au bout du compte, de nous soumettre, oui, mais en restant toujours dans la fidélité à Jésus-Christ, selon l'exemple qu'il nous a laissé de l'amour inconditionnel du prochain, quel qu'il soit, mû par le pardon offert et l'espoir de la réconciliation.

-- Une soumission qui peut donc être aussi dérangeante, à bien des niveaux... J'en arrive à mes conclusions, pour ce soir... --

Pistes conclusives

> J'ai parlé d'une soumission dérangeante, parce que non-conformiste et même éventuellement désobéissante parce que motivée par l'amour du Christ et du prochain – avec à la clé parfois un prix à payer. Il me semble que cela peut prendre plusieurs formes... qui touchent à notre rapport, en tant que chrétiens, aux autorités et structures politiques de nos pays.

□ Il ne saurait être question, par ex., d'accepter une soumission qui nous arrange... Il n'est en effet pas rare, surtout pour nous qui vivons dans des pays favorisés, qu'une soumission aux lois de nos pays nous arrange plus qu'autre chose : parce ces lois ou projets de lois préservent nos intérêts, nos acquis, notre tranquillité ou ce que nous considérons être un « héritage chrétien »...

- Il se peut bien sûr que cela se fasse de manière juste, en préservant les intérêts de tous, et il n'y a alors pas de souci ;

- Mais il arrive aussi que cela se fasse sur le dos des autres, étrangers, immigrés, minorités ethniques et culturelles, etc., – que ce soit à l'intérieur ou l'extérieur de nos frontières –, et là, il y a problème ! C'est alors qu'il nous faudrait peut-être avoir le courage de désobéir, ne pas accepter, voter contre, – à cause de l'amour que nous devons en 1^{er} lieu à ces êtres humains, fussent-ils nos ennemis –, même s'il y a un prix à payer...

> Notre soumission devra alors peut-être prendre la forme de l'acceptation de certaines contraintes, de certains renoncements, voire de certaines formes d'incompréhension et de rejet – tout ça en conséquence de notre refus de légitimer des actions ou projets politiques, économiques ou culturels qui ne visent pas la recherche du bien et de la justice pour tous les hommes...

□ Il ne saurait être question, non plus, d'une soumission qui nous empêcherait d'accomplir toute notre mission en tant que chrétiens : la recherche du bien et de la justice motivée par l'amour du Christ, *pour tous les hommes* – y compris lorsqu'ils ne pensent pas comme nous. Je cite ici en guise d'ex. un texte que vous connaissez peut-être, *L'Engagement du Cap* (2010)⁴, qui est une sorte de manifeste pour l'évangélisation et la mission mondiales. Concernant notre rapport aux croyants d'autres religions, ce texte nous appelle à

⁴ Congrès de Lausanne, *L'engagement du Cap. Une confession de foi et un appel à l'action*, BLF éditions, 2011. Texte intégral en français sur <https://www.lausanne.org/fr/mediatheque/engagement-du-cap>

« Faire respecter les droits humains en défendant la liberté religieuse pour tous », et un peu plus loin, à « [...] défendre la liberté d'autrui à croire et pratiquer sa religion. »

(*L'Engagement du Cap*, p. 68)

Remarque. Ce qui ne veut pas dire qu'on soit d'accord avec leurs croyances. *L'Engagement* précise bien qu'il faut « faire la différence entre plaider pour les droits des personnes qui professent d'autres religions et souscrire à leurs croyances comme véritables ». Cependant, nous pouvons « défendre la liberté d'autrui à croire et pratiquer sa religion sans accepter celle-ci comme vraie » (p. 68).

> Parce que notre mandat, comme chrétiens, est d'inciter nos nations, nos représentants et nos institutions à exercer la justice, la paix et la compassion *envers tous*. Dans ce cadre, il y a je crois une place pour une participation et un engagement dans les structures politiques de nos pays. Mais ce sera là très certainement un engagement qui sera vite perçu comme subversif ou traître, voire même insupportable pour celles et ceux avec lesquels nous militons. Dans ce cas, se soumettre consistera peut-être à accepter le rejet de leur part, par obéissance à notre mission 1^{re} d'être artisans de justice et de paix pour *tous* les hommes.

oOo

Nous allons clore ici, pour ce soir. S'il y a des questions, je veux bien y répondre, courtement (selon le temps).

oOo

Apocalypse 13... Citoyen du Royaume, d'abord !

Rappel des points abordés la veille

- Rapports aux autorités : 2 lignes de textes dans la Bible
 - .. établissant un rapport positif avec les gouvernements / autorités humains – tel Rm 13
 - .. établissant un rapport négatif avec les gouvernements / autorités humains – tels Ap 13
- Parlé de Rm 13, en montrant que la notion de soumission aux autorités ne devait pas être comprise comme une soumission à laquelle nous consentirions parce qu'elle nous faciliterait les choses, mais comme une soumission dérangeante : désobéir s'il le fallait, par obéissance à Jésus, en acceptant les conséquences potentiellement difficiles qui pourraient en découler (sans réagir par une autre forme de violence) – parce qu'appelés à être mus d'abord, en toutes circonstances, par l'amour du prochain et la recherche du bien pour lui, fut-il notre ennemi. Et que là était aussi la base d'un engagement politique pour le chrétien, au-delà de ses idées et convictions.

Ce matin

→ Regard ce matin sur un texte représentatif de la 2^e lignée (qui établit un rapport négatif avec les gouvernements / autorités humains), Ap 13.

... Regard qui nous aidera aussi à préciser certaines des pistes ébauchées hier quant à notre rapport aux autorités.

-- Si les autorités romaines semblent dépeintes en Rm d'une manière plutôt neutre, tel n'est pas le cas dans le livre de l'Ap, où elles sont décrites comme des « bêtes »... --

I. Ap 13.1-18, les autorités « bêtes »

> Et oui... les autorités romaines sont aussi des bêtes ! Dans une ligne qui apparait bien différente de Rm 13, il y a Ap 13 et les 2 bêtes, texte qui constate et dénonce les abus des puissants.
... 2 « bêtes » : une qui « monte de la mer », et l'autre qui « monte de la terre ».

Ap 13.1-18 [présentation sous forme du tableau ci-après]

La bête qui monte de la mer, 13.1-10	La bête qui monte de la terre, 13.10-18
<ul style="list-style-type: none"> - 10 cornes 7 têtes ; 10 diadèmes sur les cornes, sur les têtes des noms blasphématoires - semblable à un léopard, pattes comme celles d'un ours, bouche comme la bouche d'un lion - reçoit la puissance de la part du dragon - une tête miraculeusement guérie, « toute la terre suivit la bête » (13.3) - adoration du dragon, et de la bête - une bouche qui profère des paroles arrogantes et des blasphèmes - le pouvoir d'agir (« il lui fut donné », 13.5) pendant 42 mois (limite) - fait la guerre aux saints, peut même les vaincre - reçoit l'adoration de la terre, à l'exception de « ceux dont le nom n'a pas été inscrit sur le 	<ul style="list-style-type: none"> - 2 cornes, semblables à celles d'un agneau, parle comme un dragon. - exerce le pouvoir de la 1^{ère} bête devant elle, et fait que la terre et ses habitants se prosternent devant la 1^{ère} bête - produit de grands signes, égare les habitants de la terre - persuade (parole) les habitants de la terre d'adorer la 1^{ère} bête, anime l'image de cette 1^{ère} bête - fait qu'on impose à tous une marque sur la main droite ou sur le front (le chiffre 666)

livre de la vie de l'agneau immolé depuis la fondation du monde » (13.8)	
--	--

-- Pas trop « cool » pour un dimanche matin, n'est-ce pas ? Mais que signifient donc ces bêtes ? --

1. Deux bêtes, les fondamentaux d'un pouvoir répressif

□ Là encore, il est important de nous rappeler le contexte historique de rédaction des textes.

- Livre de l'Apocalypse, fin du 1^{er} siècle → l'apôtre Jean, auteur du livre, exilé dans l'île de Patmos à cause des persécutions (ce n'est plus le climat « tranquille » de Rm)

> Les spécialistes du NT s'accordent dans leur très grande majorité pour voir dans ces 2 bêtes des symbolisations du pouvoir répressif qu'est devenu Rome en cette fin du 1^{er} siècle.

La bête qui monte de la mer, 13.1-10	La bête qui monte de la terre, 13.10-18
<ul style="list-style-type: none"> → la Rome orgueilleuse et persécutrice (beaucoup d'allusions à Rome dans le passage, de manière symbolique) → à la solde du dragon (le diable), elle est le prototype des gouvernements qui rejettent Dieu et persécutent ceux qui le craignent → elle est l'image d'un gouvernement politique devenu « monstrueusement bête » 	<ul style="list-style-type: none"> → elle est le « prophète » qui légitime le pouvoir et l'autorité de la 1^{ère} bête, sa manière d'agir → aussi à la solde du dragon, et de la 1^{ère} bête, elle est le discours philosophico-religieux qui légitime la 1^{ère} bête...
→ le « politique »	→ le « (philosophico-)religieux »

□ Mais au-delà de ces bêtes, ce que le texte met en évidence, c'est la collusion entre ces 2 pouvoirs :

La bête qui monte de la mer, 13.1-10	La bête qui monte de la terre, 13.10-18
<ul style="list-style-type: none"> → les 2 bêtes ensemble : la collusion du pouvoir politique et du pouvoir religieux (philosophico-religieux) → les 2 ensemble font l'œuvre du dragon (du diable) 	

> Autrement dit, nous assistons à une dénonciation en règle des gouvernements politiques qui deviennent persécuteurs, et des systèmes de propagande qui les légitiment, qu'il s'agisse d'idéologie, de religion ou de philosophie. À l'époque de Jn, ce sont clairement Rome et le culte de l'empereur, alliés dans la persécution, qui sont dans le collimateur.

-- La question est de savoir quelle est la portée de ce texte... --

2. La portée du texte

> Était-ce seulement la description de la situation du temps de Jn ? À ce moment le texte n'aurait plus rien à nous dire aujourd'hui...

- Ou bien est-ce la description d'événements futurs, appelés à se réaliser plus ou moins concrètement dans un avenir plus ou moins proche ou lointain ? À ce moment le risque est d'entrer dans une recherche plus ou moins malsaine de la bête...

-- Il me semble qu'on peut retenir 2 choses (au moins) --

2.1. Les bêtes comme principe

□ Les bêtes sont un principe : il y a manifestation des bêtes (à la solde de Satan) à chaque fois qu'un gouvernement usurpe son autorité et devient persécuteur du peuple de Dieu

- Même si on tend toujours à identifier la ou les bête(s) uniquement avec ce dont on souffre, nous devons veiller à ne pas fixer des situations historiques en les identifiant comme « finales ». Il s'agit de principes récurrents.

> À partir de là, on a raison de dénoncer des gouvernements persécuteurs du peuple de Dieu ; on ne se trompe pas si on identifie les bêtes avec quelqu'un ou quelque chose, on se trompe seulement si on dit que c'est la seule interprétation.

Remarque. Voir les bêtes comme un principe n'empêche pas forcément l'idée d'une dernière bête, finale. Mais jamais la Bible n'invite à la chercher ou à l'identifier. Trop d'erreurs ont été commises en ce sens, avec des résultats parfois désastreux.

2.2. La dénonciation de la collusion entre le politique et le religieux

□ Mais surtout, me semble-t-il, l'autre enseignement important d'Ap 13 est la dénonciation de la collusion du politique et du religieux, à des fins persécutrices. Tout gouvernement persécuteur a besoin d'un organe de propagande, qui le légitime (et souvent qu'il protège en retour) : ce peut être une philosophie, une idéologie, une religion...

> Or, force est de constater que la religion « chrétienne » – dans l'histoire et aujourd'hui encore – a parfois été / est parfois l'organe de propagande de gouvernements soi-disant « chrétiens », qui ont été ou sont persécuteurs... (sous des formes plus ou moins larvées)

- Les exemples ne manquent pas :

- la synthèse constantinienne, lorsque le christianisme est devenu religion d'État, et très vite persécuteur, de persécuté qu'il était
 - la persécution des mouvements qui voulaient la réforme comme par ex. les anabaptistes,
 - aujourd'hui, de manière plus subtile, lorsqu'un gouvernement « chrétien » utilise une rhétorique tirée de la Bible pour justifier les guerres qu'il entreprend, ou plus subtilement encore se réfère à des « valeurs chrétiennes » pour faire passer des lois qui portent parfois atteinte aux droits légitimes de certaines catégories de population (terrain « miné » !)
- etc.

-- Les questions, à ce moment, pour les chrétiens, sont les suivantes : À qui doit aller notre allégeance ? Et : Quels sont nos moyens d'action légitimes, qui découlent de cette allégeance ? --

II. Citoyens **avant tout** du Royaume !

1. Notre allégeance

□ Nous l'avons entendu avec les textes lus en introduction :

Hé 11.13-16

« C'est dans la foi qu'ils [les témoins d'Hé 11] sont tous morts, sans avoir obtenu les choses promises ; mais ils les ont vues et saluées de loin, reconnaissant qu'ils étaient étrangers et voyageurs sur la terre. Ceux qui parlent ainsi montrent qu'ils cherchent une patrie. S'ils avaient eu en vue celle d'où ils étaient sortis, ils auraient eu le temps d'y retourner. Mais maintenant ils en désirent une meilleure, c'est-à-dire une céleste. C'est pourquoi Dieu n'a pas honte d'être appelé leur Dieu, car il leur a préparé une cité. »

> Les chrétiens que nous sommes ne doivent jamais oublier qu'ils sont citoyens *du Royaume de Dieu* avant d'être citoyens d'une nation aussi éclairée soit-elle... Et ce Royaume est un Royaume qui transcende toutes les appartenances nationales, culturelles, ethniques, etc. Une autre manière de le dire est de dire qu'il n'y a pas de « nation chrétienne » en dehors de l'Église de Jésus-Christ.

Parce qu'un État, il ne faut jamais l'oublier, n'est pas par définition chrétien. Même s'il est « au service de Dieu » (Rm 13.4), il n'est pas conduit par la grâce qui seule permet de vaincre véritablement le mal : par la pratique du bien, de l'amour, du pardon. L'État joue un rôle de régulation du mal, oui, mais avec les moyens qui sont les siens, à savoir le pouvoir et le système judiciaire – ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas être reconnaissant lorsque ce pouvoir est exercé par des hommes des hommes et des femmes qui cherchent sincèrement le bien de la nation, car cela existe, et sans doute même plus souvent qu'on ne le pense ; mais on arrive toujours à des limites, qu'on le veuille ou pas –

... l'Église de Jésus-Christ, elle, fonctionne sur d'autres fondements – des fondements qui obligent parfois à aller plus loin que ce que peut proposer l'État, et parfois même à lui désobéir lorsqu'il demande ou valide des choses qui s'opposent à la mise en œuvre du *shalom* biblique, de l'amour inconditionnel du prochain et du respect de tous les êtres humains, ou encore du pardon et de la (vraie) justice, celle qui restaure, reconstruit, vise la réconciliation et ne se contente pas de juste punir celui ou celle qui a fauté.

☐ Nous ne devons en effet jamais oublier que nous n'obéissons pas à Dieu

... évidemment lorsque nous nous soumettons à un pouvoir politique qui nous demanderait de mettre en œuvre des actions contraires aux enseignements du Christ,

... mais aussi, lorsque nous nous « contentons » des moyens mis en œuvre par un État « serviteur de Dieu », alors que la fidélité à Jésus nous demanderait de les dépasser (mettre en œuvre l'œuvre de la grâce)

L'histoire montre que les Églises chrétiennes se sont souvent contentées d'en rester à la seule logique des moyens législatifs et judiciaires, armés, mis en œuvre par un État, quand elles n'ont pas carrément légitimé ces systèmes – y compris lorsque ceux-ci sont parfois devenus répressifs pour défendre « l'intérêt premier de la nation »...

Ont-elles alors véritablement été les témoins du Royaume de Dieu, ce royaume de la vie, le lieu où sont vécus – à l'image de l'obéissance du Christ – des actes d'obéissance visant au pardon et à la réconciliation ? Pas vraiment... Du coup, rien n'a vraiment été changé, le pouvoir transformateur du Royaume n'a pas opéré – et ce même si, à vues humaines, « justice a (peut-être) été rétablie ».

2. Pour être sel et lumière

☐ Notre rôle premier, comme chrétien, où que nous soyons et quels que soient les systèmes politiques auxquels nous adhérons peut-être – parce que je ne suis pas en train de dire qu'il ne faut pas le faire, selon les convictions que nous pouvons avoir – est d'être et rester sel et lumière... (2^e texte lu en introduction)

Mt 5.13-16

« Vous êtes le sel de la terre ... Vous êtes la lumière du monde ... Que votre lumière luise ainsi devant les hommes, afin qu'ils voient vos bonnes œuvres, et qu'ils glorifient votre Père qui est dans les cieux. »

> Les chrétiens que nous sommes ne doivent jamais oublier qu'ils sont d'abord citoyens du Royaume de Dieu avant d'être citoyens de leur nation... Ils doivent se soumettre à leurs gouvernants, mais sans hésiter à s'opposer à eux lorsque la fidélité à Jésus-Christ l'exige. Ils le feront alors avec les moyens qui furent ceux de Jésus, à savoir l'amour du prochain, toujours, jusqu'à l'amour de l'ennemi – quel qu'en soit coût. Car ce n'est qu'en se conformant *d'abord* à leur appartenance 1^{re} qu'ils contribueront à transformer la société dans laquelle ils vivent, vers plus de justice, de paix et de joie, par le Saint-Esprit (Rm 14.17).

Voilà leur mission... La question, du coup, comme l'a si bien écrit Allan Boesak en 1984

« [...] n'est pas tant de savoir si les chrétiens ont le courage de désobéir au gouvernement, mais de savoir [s'ils ont] le courage de mettre la Parole de Dieu de côté et de ne pas obéir à Dieu. »

Belle interpellation, n'est-ce pas ? ...

-- J'aimerais maintenant conclure en rappelant quelques pistes développées lors de ces 2 exposés... Des pistes qui j'en suis conscient mériteraient de pouvoir être débattues, ce que le contexte sanitaire et le temps ne nous permettent malheureusement pas vraiment de faire, j'en suis désolé. Mais qui sait, peut-être en d'autres occasions ? --

Pistes conclusives. Autorités et citoyenneté du chrétien

🔗 Quelques affirmations fondamentales sur les autorités et la citoyenneté du chrétien

- (1) Les autorités détiennent leur autorité de Dieu et auront à lui rendre des comptes.
- (2) Les autorités sont un instrument d'ordre pour la société, mais nous comme chrétiens sommes appelés à aller plus loin... Par fidélité au Christ que nous servons.
- (3) Les chrétiens et les communautés chrétiennes doivent être soumis aux autorités (contre la tentation de révolte ou de contestation avec des moyens qui ne seraient pas conformes à ceux du Christ), prier pour elles, respecter et honorer ceux qui gouvernent (même si on a à se plaindre, on peut émettre une critique sans irrespect ou encouragement à des formes de séditions ou de révoltes violentes).
- (4) Bien que les chrétiens et les communautés chrétiennes honorent les autorités, l'obéissance dernière, l'honneur ultime reviennent à Dieu, au Christ ; les chrétiens donnent *d'abord* leur allégeance au Royaume de Dieu (ce qui veut dire aussi utiliser les moyens qu'il préconise, cf. enseignement de Jésus) ; ils voient les intérêts des membres du corps du Christ multinational, racial, ethnique, etc. avant les leurs et la défense éventuelle de leurs privilèges ou de ceux de leur nation (économiques entre autres...). Attention donc à des engagements ou soutiens qui nous feraient mettre en avant notre pays, sa sécurité, sa tranquillité, sa prospérité, etc., – donc aussi les nôtres –, au détriment de nos frères et sœurs étrangers ou moins favorisés que nous.
- (5) Les autorités peuvent devenir « bêtes » lorsqu'elles usurpent leur autorité ; attention en particulier lorsqu'un discours prônant nos « valeurs chrétiennes » vient légitimer des prises de positions politiques : la confusion, au mieux, mais malheureusement aussi parfois des formes d'injustice voire d'oppression peuvent vite pointer le bout du nez. Les chrétiens et les communautés chrétiennes doivent alors avoir le courage de dénoncer, résister, ou plus simplement aller plus loin, viser plus haut que ce que demande un État, même s'ils doivent pour cela prendre le risque de l'incompréhension et du rejet (= définition du témoignage).
- (6) La seule « nation chrétienne » qui existe est l'Église, par définition multinationale, culturelle, ethnique, etc. C'est à elle – et non à un État quel qu'il soit – que revient le devoir de promouvoir l'Évangile et ses valeurs, le message du pardon et de la réconciliation, de la vraie justice pour tous les êtres humains...
- (7) Sur cette base, des engagements socio-politiques pour les chrétiens sont bien sûr possibles et même souhaitables, à encourager – à la condition de garder en ligne de mire la focale de la mission : être ambassadeur de la réconciliation en Jésus-Christ, en reflétant son amour universel pour tous les hommes. Ce n'est qu'ainsi que l'Église et les chrétiens seront sel de la terre, lumière du monde.

... Une dernière citation

« Nous sommes [d'une] nation, mais pas de la mentalité de cette nation. [...] Nous ne vivons plus pour nous-mêmes ou pour la survie de notre nation, mais pour Celui qui a payé une rançon pour nos vies et nous a donné une mission sans frontières, ni territoriales, ni nationales, ni linguistiques, ni politiques, ni ethniques. » Claude Baeher⁵

o0o

Alors,

Que Dieu nous fasse la grâce d'être
– où que nous soyons et dans tout ce que nous faisons –
de bon citoyens de nos pays, *mais de son Royaume d'abord* ! Amen.

o0o

⁵ À partir de mes notes de cours personnelles.

Bibliographie (non exhaustive)

- BAUDIN, Frédéric & FARELLY, Nicolas (sous dir.), *Christianisme et politique. Quelle place pour l'Église dans le débat politique ?*, Empreinte, 2007
- BOUDON, Jacques-Olivier, *Religion et politique en France depuis 1789*, Armand Colin, 2007
- BOUTIN, Christine, *Chrétiens, de l'audace pour la politique*, Parole et Silence, 2009
- BOYD, Gregory A., *The Myth of a Christian Nation: How the Quest for Political Power Is Destroying the Church*, Zondervan, 2007
- CLOAREC, Erwan, « Politique », dans Paya, C. & Farelly, N., *La foi chrétienne et les défis du monde contemporain*, Excelsis, 2013, p. 385-390
- CONSEIL NATIONAL DES ÉVANGÉLIQUES DE FRANCE - CNEF (collectif), *Libre de le dire. Fondements et enjeux de la liberté de conscience et d'expression en France*, BLF Éditions, 2015
- COLLECTIF, *Chrétiens : l'autre nationalité !*, Dossier de Christ Seul, 2-2014 (textes de Neal Blough, Nicolas Farelly, Philippe Gonzalez, Thomas Gyger, Christophe Paya, Michel Sommer, Marie-Noëlle von der Recke)
- COLLECTIF, *Royaume de Dieu et société*, Hokhma 14-1980 (articles de Klaas Runia, André Bie-ler, Jacques Ellul, Pierre Courthial, Larry Miller)
- COLLECTIF, *Foi, politique et société*, Ourania, 2010 (articles de Christel Lamère Ngnambi, Jacques Neirynck, Franck Meyer, Ricardo Lumengo, Silvia Hyka, Monique Holland, Daniel Hil-lion, Frédéric Baudin, Frédéric de Coninck)
- DE CONINCK, Frédéric, *La justice et la puissance*, La Clairière, 1998
- DE CONINCK, Frédéric, *La justice et le pardon*, La Clairière, 2003
- ELLUL, Jacques, *La subversion du christianisme*, La Table Ronde, 2001
- ELLUL, Jacques, *L'illusion politique*, La Table Ronde, 2004
- GYGER, Thomas, *Les chrétiens et l'engagement politique*, exposé donné à la Pastorale menno-nite romande, Bassecourt, 16 juin 2010, non publié
- HEBDING, Rémy, *Le protestantisme et la politique*, Labor et Fides, 2006
- Houziaux, Alain, *Christianisme et conviction politique*, Desclée de Brouwer, 2008
- SOMMER, Michel, « Obéissance/désobéissance civique/civile », dans Paya, C. & Farelly, N., *La foi chrétienne et les défis du monde contemporain*, Excelsis, 2013, p. 281-290
- RÉSEAU ÉVANGÉLIQUE SUISSE (Schöni, Marc, sous dir.), *La Suisse, une nation chrétienne ?*, Dossier du RES n° 6, Éd. Réseau Évangélique Suisse.
- YODER, John H., *Jésus et le politique. La radicalité éthique de la croix*, PBU, 1984

o0o